

DECISION DU PRESIDENT N° 009-25

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : AVENANT RELATIF A LA PRESTATION INTELLECTUELLE POUR LA MISE EN CONFORMITE DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) POUR L'ANNEE 2024

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Vu la décision n°311-19 attribuant le marché relatif à la prestation intellectuelle pour la mise en conformité du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD) dans le cadre de la convention passée avec E-Collectivités pour un montant de 16 200.00 € H.T.
Considérant la nécessité de mettre en conformité le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) pour l'année 2024,
Considérant l'offre d'E-Collectivités Vendée de La Roche-sur-Yon pour un montant de 6 900.00 € H.T.,

DECIDE

Article 1 : de prolonger la convention relative à la prestation intellectuelle pour la mise en conformité du Règlement Général sur la Protection des Données pour l'année 2024 (RGPD) avec l'organisme E-Collectivités Vendée de La Roche-sur-Yon pour un montant de 6 900.00 € H.T.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 24 janvier 2025

Le Président
Jacky DALLEY